

Le rapport Kriegel ou le bégaiement de la mythologie des effets

Éric Maigret, maître de conférence à l'Université de Paris 3

L'exclusion des chercheurs en communication de la mission Kriegel, pourtant consacrée à l'étude de la violence à la télévision, a permis d'opérer un véritable tour de passe-passe, dans la grande tradition des paniques morales : occulter la complexité des problèmes posés par le sujet pour parvenir plus sûrement au constat d'une situation dramatique et à un appel au contrôle des médias par les pouvoirs publics. Comme le magicien invite un spectateur sur scène pour l'escamoter et le transformer miraculeusement en lapin ou en volatile, à grands coups de baguette magique, quelques vagues résultats scientifiques ont été évoqués dans le rapport remis au ministre de la Culture en novembre 2002 mais dans la grande tradition de la poudre aux yeux et du pigeonnage. L'opération s'est en effet effectuée sur le mode de l'évidence, comme si la messe était dite depuis longtemps dans un univers académique consensuel, et qu'il s'agissait désormais de trancher dans la forêt de mesures à prendre. Le rapport prend pour acquis l'existence d'« un effet net de l'impact de la diffusion de spectacles violents sur le comportement des plus jeunes », « proportionnel au temps passé devant l'écran », et la nécessité de dénoncer « l'existence d'un pouvoir et d'un danger de la violence télévisée ». Dans un texte publié dans *Le Monde* l'un des membres de la mission, le politologue Sebastian Roché, confondant la panoplie du magicien et celle du chercheur, ne s'embarasse d'ailleurs pas de subtilités pour défendre ce point de vue : « Les médias ont une responsabilité clairement établie par les scientifiques : ils influencent le comportement violent des adolescents. Non seulement ils l'affectent à

court terme, mais aussi à long terme », « [toutes les études] publiées dans des revues scientifiques concluent que, plus on voit d'images violentes, plus on commet d'actes agressifs. »

Inutile de revenir longuement sur l'absurdité de ce constat, totalement dénué de fondement scientifique tant l'histoire de la recherche apparaît différente. Loin d'être consensuelles, les études psychologiques et psychosociologiques béhavioristes, en majorité américaines, n'en finissent pas de se contredire. Il existe bien sûr des oppositions entre écoles de pensée. Une ligne de partage court également entre les équipes dépendant des institutions et des associations dénonçant la violence médiatique – qui ont intérêt à démontrer l'existence d'une causalité – et les équipes financées par les grands médias, qui ont tendance à rejeter cette causalité ou à la minimiser. Le clivage principal est cependant d'un autre ordre. La plupart des recherches sur l'enfance et les médias sont en réalité menées par des équipes qui ne sont liées à aucun des deux camps et qui refusent la problématique béhavioriste elle-même en évoquant l'impossibilité de définir en termes simples le degré de violence télévisuelle et de mesurer un impact discret des messages médiatiques. Répertorier les contenus des programmes en faisant abstraction de la variabilité individuelle, sociale et historique des définitions de la violence n'a que peu de sens. Prendre les publics pour des rats de laboratoire répondant de façon univoque à des impulsions sensorielles en a encore moins. Séparer artificiellement les entités médiatiques du reste de la société, en faisant comme si elles agissaient sur elle en position d'extériorité, n'en a pas du

Éric Maigret

Le rapport Kriegel ou le bégaiement de la mythologie des effets

tout. Les difficultés de la réflexion fondée sur l'idée d'une causalité tiennent au caractère symbolique d'éléments que l'on aimerait réduire au statut de stimuli comportementaux alors qu'ils sont bien plus que cela, des objets culturels, des signes. Pour cette majorité de chercheurs, appartenant aux courants les plus divers, l'interrogation sur les « effets » des médias, systématiquement pensés comme pervers, est le degré zéro de la réflexion sur les relations que les individus entretiennent avec la communication de masse.

Le silence de cette majorité lors des débats qui ont suivi la remise du rapport Kriegel peut surprendre mais il s'explique probablement par une lassitude à l'égard d'un phénomène aujourd'hui trop connu. Il existe une histoire des rapports alarmistes sur l'impact de la violence médiatique qui démontre que cette histoire ne peut cesser avec la seule présentation des positions scientifiques les plus admises. Sans remonter à l'Antiquité grecque, les débats américains sur l'influence du cinéma sur les jeunes, dès les années 1930, ceux sur la dangerosité des bandes dessinées dans l'immédiate après-guerre, puis les innombrables textes commandés par des États ou des associations, dont le sensationnalisme est généralement relayé par la presse, ont permis de faire émerger les traits structurels des campagnes de dénonciation des effets pervers des médias, bien documentés par des auteurs tels que Rowland, Petley et Barker. Il est généralement très facile de prévoir le contenu d'un rapport avant même de le lire – le meilleur résultat scientifique sur ces sujets est d'ailleurs la parfaite prévisibilité des arguments émis par ceux qui pensent prévisibles les comportements des autres. L'argumentation repose sur une technophobie implicite : le rejet des contenus proposés par de nouveaux médias dont le développement semble menaçant. Elle s'appuie sur la circonscription de groupes vulnérables que l'on pense victimes de ce développement : les enfants, les femmes, les personnes peu éduquées, les milieux populaires « touchés » en priorité par la télévision... Un mécanisme d'influence mimétique relevant de la pensée magique au sens lévi-straussien, celui d'une hyper-causalité non savante, permet de faire la soudure et d'habiller du prétexte scientifique ce qui ne relève que de la thèse paternaliste. Car, en dernier ressort, ce n'est pas

une volonté de départager le vrai du faux qui guide la plupart des auteurs de rapports alarmistes mais une compulsion idéologique. Celle-ci s'enracine dans une détestation des médias de masse pensés comme les véhicules d'un laisser-aller moral : le véritable ennemi est la permissivité sociale révélée par les écrans. La désignation des populations victimes apparaît alors dans toute son ambiguïté puisqu'elle fait des groupes que l'on souhaite protéger contre les assauts d'un monde corrompu des foules totalement irresponsables et incapables, que l'on dit manipulées mais que l'on accuse ainsi d'être violentes, stupides et vulgaires. Dans le contexte contemporain, la vieille équivalence classes laborieuses-classes dangereuses est devenue jeunesse des banlieues-jeunesse dangereuses, pendant que se répand une profonde inquiétude relative aux nouvelles pratiques juvéniles, qui semblent échapper aux vieux systèmes de contrôle avec l'éclatement de la famille traditionnelle provoqué par le démantèlement et les nouveaux standards de vie commune.

Le rapport Kriegel survient non pour lancer une réflexion libre sur la gestion politique des programmes audiovisuels, qui aurait pu être intéressante, mais pour sanctionner une évolution vieille d'une décennie, traduisant le désarroi face aux plus grandes libertés accordées aux adolescents et aux enfants. Il est le point d'arrivée d'un processus enclenché en France dès le début des années 1990 avec l'interrogation sur les comportements adolescents meurtriers (Audry Maupin et Florence Rey ont-ils été influencés par le cinéma ?), les débats sur la nocivité des dessins animés japonais au milieu des années 1990, puis la critique de la dangerosité de la jeunesse des banlieues, et, enfin, la dénonciation des pratiques sexuelles déviantes qui y auraient cours (les fameuses « tournantes ») à côté du rejet du laxisme généralisé dans le domaine des pratiques sexuelles (montée de l'échangisme ?). La toile de fond médiatique est le déferlement de l'équipement en câble, satellite et vidéo, et la libéralisation des programmes qui a suivi celle des mœurs. Tout le travail des entrepreneurs de morale a été de transmuter la peur de la transformation de l'adolescence et de l'enfance, phénomène social majeur opérant à une échelle supérieure à celle des phénomènes médiatiques, la peur plus spécifique d'une jeunesse immigrée « aliénée », ainsi que le

Le rapport Kriegel ou le bégaiement de la mythologie des effets

Éric Maigret

souci traditionnel de défense de la jeunesse, en une formulation moraliste où le média joue un rôle de bouc émissaire. Ce travail a dépassé le conflit gauche-droite puisqu'il est possible de considérer les rapports sur la « maltraitance télévisuelle » commandés par Ségolène Royal, ministre socialiste déléguée à la Famille et à l'Enfance en 2002, comme des ébauches ou des variantes de ces angoisses, même s'il existe des sensibilités différentes – familialiste dans le cas de Ségolène Royal, sécuritaire dans le cas de Blandine Kriegel.

Tenir ces propos critiques ne signifie pas refuser un débat sur la régulation des contenus des médias. On peut considérer que tout ne peut être montré et que des formes de violence sont inacceptables, même s'il est très difficile d'un point de vue scientifique de séparer le bon grain de l'ivraie comme le montrent les études de David Buckingham sur les publics juvéniles, ou encore celles du psychanalyste Serge Tisseron. Mais une réflexion sur ces sujets ne peut s'effectuer en termes d'effets, en prenant en otage une recherche qui a des choses beaucoup plus complexes et plus englobantes à raconter. Le débat sur la violence n'est pas comportementaliste mais politique, et doit être assumé comme tel. Si l'on aborde par exemple la question de la pornographie, le rapport Kriegel surgit comme le symptôme d'une discussion inaccomplie sur l'héritage de Mai 68. Cette révolution culturelle a fait sauter les barrières du moralisme d'une société très pudibonde, et rendu possible une libéralisation des mœurs. Mais elle s'est accompagnée de l'éclosion de nouvelles idéologies qui pèsent à leur tour sur les choix individuels et collectifs. La liberté d'aimer et de pratiquer sa sexualité peut prendre la forme d'une injonction à parler sans cesse de sexe : il s'agit de reproduire une norme, celle de l'individu actif, performant, s'essayant nécessairement à toutes les pratiques vantées. Chacun est pourtant en droit de ne pas accepter de se plier à ce diktat : les médias doivent permettre l'usage aisé de ce droit. La faible diversité des identités de genre reconnues depuis 68 constitue l'autre grande limite d'une libération qui a largement conservé la référence au modèle hétérosexuel patriarcal. Reconnaissons la faible ouverture aux identités homosexuelles, gays et lesbiennes, dans les mass media et l'impossibilité laissée aux publics de penser plus radicale-

ment au-delà des identités de genre puisqu'il faut nécessairement s'inscrire dans les schémas qui reposent sur la seule opposition entre hétérosexualité et homosexualité. Le problème de la pornographie commerciale est bien celui-ci : supposer l'existence d'individus soumis à un besoin sexuel très normé, masculin, hétérosexuel, superactif dans certaines catégories de pratiques. L'enjeu pour les médias est d'éviter de véhiculer naïvement l'injonction de consommation sexuelle mais de permettre aussi les représentations de la sexualité, de toutes les sexualités, car il ne fait pas de doute que l'érotisme télévisuel participe toujours d'une émancipation sociale.

Pour certains, par volonté de retour en arrière, par distance à l'égard du désir, ou par rejet d'une idéologie du désir, il y a trop de sexe à la télévision. Pour d'autres il est évident qu'il n'y a pas assez de sexualité, et, surtout, de sexualités, sur les écrans. Le débat ne peut donc débiter par une affirmation péremptoire sur les effets nocifs des médias sur des populations victimes. Toutes les questions, même les plus dérangeantes pour les pouvoirs publics, doivent être posées en amont. Celle-ci : quels sont les dangers d'exposer les jeunes à la violence de la fiction et à celle du monde ? Mais aussi celle-ci : quels sont les dangers de ne pas les exposer suffisamment à ces violences ? Et enfin : la sexualité, et surtout les sexualités, sont-elles trop présentes ou au contraire pas assez présentes sur les écrans ?

Références bibliographiques

Barker, Martin, Petley, Julian, (dir.) *III Effects. The Media/Violence Debate*, Londres : Routledge, 1997.

Buckingham, David, *After the Death of Childhood. Growing Up in the Age of Electronic Media*, Cambridge : Polity, 2000.

Buckingham, David, *Moving Images. Understanding Children's Emotional Responses to Television*, Manchester : Manchester University Press, 1996.

Maigret, Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris : Armand Colin, 2003.

Rowland, Willard, *The Politics of TV Violence. Policy Uses of Communication Research*, Londres : Sage, 1983.

Roché, Sebastian, « Violence : les industries responsables », *Le Monde*, 19 décembre, 2002.